



Panorama



Bulletin d'Information du American Center - Ambassade des États-Unis au Sénégal

18 , avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45
<http://usembassy.state.gov/dakar> • Numéro 50 • Novembre 2004

Les titres

**Lutte contre le péril acridien :
les avions américains entrent en action
au Sénégal et en Mauritanie**

**Expert principal de l'USAID
en lutte anti-acridienne**

L'éthiopien Yen Belayneh est venu aider ses frères africains à combattre le fléau, protéger leurs cultures et sauvegarder leurs moyens d'existence.

**10.500 tonnes de riz américain en faveur
des populations de Podor au Sénégal**

**Compte du Millénaire : Washington va
aider des pays africains à remplir les
conditions nécessaires**

Propos du président-directeur général de la Société du millénaire, M. John Applegarth.

**Coopération militaire
entre les Etats-Unis et le Sénégal**

Des experts de la Marine américaine dispensent à leurs collègues sénégalais une formation sur la maintenance des embarcations légères.

Le festival des Amérindiens

La danse, la musique et les contes sont le véhicule des cultures de ces peuples.

**La biotechnologie au secours
de la lutte contre les maladies**

Des insectes génétiquement modifiés pourraient stopper la propagation de certaines affections.

La mondialisation et le développement durable

Alan Larson, Sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, commerciales et agricoles.

**Lutte contre le péril acridien :
les avions américains entrent
en action au Sénégal et en
Mauritanie**

ST. LOUIS, Sénégal, le 13 octobre 2004 – Les avions financés par les Etats-Unis d'Amérique sont entrés en action mercredi, second jour de l'opération menée sur les zones frontalières du Sénégal et de la Mauritanie, pour venir à bout de la pire invasion acridienne de ces dernières décennies.

Le mardi 12, les pilotes basés à Saint-Louis ont traité 2000 hectares de terres rizicoles près de la ville de Mbilor dans le nord du Sénégal et 3200 autres hectares dans la région de Niorol en Mauritanie.

« Chaque jour d'intervention des avions est crucial pour aider les populations du Sahel et nous avons bien démarré » soutient Fodé Sarr du Ministère de l'Agriculture de la République du Sénégal, qui travaille à Saint-Louis avec des homologues mauritaniens et un groupe d'experts en gestion de catastrophes de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID).



M. Roger Winter en séance de travail avec le Premier Ministre sénégalais, M. Macky Sall.



Un des avions d'épandage « Air Tractor ».

Ensemble, responsables civils et militaires du Sénégal et de la Mauritanie, et membres de l'équipe de réponse DART (Disaster Assistance Response Team) de l'USAID forment une cellule d'opérations conjointes (COC) qui se réunit chaque nuit pour décider des zones à traiter en priorité le lendemain matin.

« L'infestation acridienne en cours dans la région est probablement la pire que nous ayons connue ces 20 dernières années » a noté Amadou Diallo du Ministère mauritanien de l'Agriculture. « Les dégâts causés par les essaims et les larves sur les cultures et les pâturages sont très préoccupants » mais, ajouta-t-il, « grâce à plusieurs partenaires, particulièrement l'USAID, la capacité de la COC est en train d'être renforcée pour mieux combattre les criquets ».

Mme Regina Davis, chef du DART, a précisé que les opérations aériennes sont décidées chaque soir après que les équipes de prospection ont pisté les essaims de criquets et relevé le lieu où ils se sont perchés pour la nuit, au moyen de la technologie du GPS. Ensuite les endroits prioritaires sont retenus et les avions attaquent à l'aube. « Durant la première matinée d'intervention, les pilotes ont attaqué des essaims identifiés par le Sénégal et la Mauritanie comme de toute première urgence. C'est ce qu'il faut faire chaque jour. »

La fourniture des six avions d'épandage « Air Tractor », de pesticides et d'équipement de communication fait partie

d'un paquet d'assistance de 3,2 millions de dollars (1,71 milliards FCFA) annoncé le 29 septembre dernier par M. Roger Winter, Administrateur Adjoint chargé du Bureau Démocratie, Conflit et Assistance humanitaire de l'USAID. Chaque avion peut traiter jusqu'à 2500 hectares par jour. Les avions seront dans la région pendant une période initiale de 30 jours.

L'assistance humanitaire des Etats-Unis dans le cadre de la présente crise acridienne, se chiffre à un montant total de plus de 7,4 millions de dollars (plus de 3,9 milliards FCFA). Le nouveau financement s'inscrit dans une approche régionale de lutte anti-acridienne ; il vient s'ajouter à l'assistance du Gouvernement américain précédemment fournie par le canal de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et, au niveau bilatéral, aux gouvernements des pays de la région affectés, pour combattre la propagation des criquets en Afrique de l'Ouest et au Maghreb.

Tout juste avant sa visite dans la région, à la fin du mois dernier, M. Winter avait déployé une équipe d'experts qui avait acquis une expérience de la dernière crise acridienne de la fin des années 80. Ces experts techniques appuieront la réponse régionale et sont basés au Sénégal, en Mauritanie, au Mali et au Niger.

Le Gouvernement américain travaille dans le domaine de la lutte anti-acridienne depuis plus d'une décennie. L'USAID, à travers son programme d'assistance d'urgence AELGA (Assistance for Emergency Locust/Grasshopper Abatement), a activement fourni des formations en lutte d'urgence et transfrontalière et en recherche de développement de mécanismes alternatifs de lutte. Durant la crise acridienne de 1986-1989, le Gouvernement américain, principalement à travers l'USAID, avait contribué pour plus de 60 millions de dollars à une campagne de 300 millions de dollars menée par plusieurs donateurs. Depuis lors, AELGA intervient dans les domaines de la lutte préventive, la lutte intégrée, la protection de l'environnement, la destruction des pesticides, l'information et la sensibilisation sur les pesticides, et la formation pour mieux traiter les futures invasions acridiennes.

Expert principal de l'USAID en lutte anti-acridienne

L'éthiopien Yen Belayneh est venu aider ses frères africains à combattre le fléau, protéger leurs cultures et sauvegarder leurs moyens d'existence

Yen Belayneh voit plus que de simples ravages lorsque les criquets roses affamés attaquent un champ d'arachide au Sénégal ou un champ de mil au Mali. Il connaît le cycle de vie des criquets, leurs modes migratoires et comment les combattre par des méthodes sans risques. Titulaire d'un doctorat en écotoxicologie et en écologie des pesticides, ce professeur de nationalité éthiopienne travaille depuis 1990 à l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID). Il a récemment effectué une visite au Sénégal, en Mauritanie et au Mali dans le cadre d'une mission d'évaluation de l'invasion acridienne qu'il dit être la pire qu'il ait jamais vue. Il est donc en terrain connu et a bien voulu partager certaines de ses idées avec Panorama :

P : Comment l'USAID est-elle parvenue à avoir un impact réel dans le domaine de la lutte anti-acridienne depuis les années 80 ?

YB : L'USAID est à l'avant-garde depuis la campagne de lutte anti-acridienne de 1986-89. Au cours des 15 dernières

années, l'Agence a soutenu diverses activités comprenant des opérations de lutte, la recherche en développement d'alternatives de lutte sans risques, l'évaluation des pertes de cultures, les aspects économiques de la lutte, la formation des personnels et agriculteurs nationaux, la destruction des pesticides périmés et dangereux restant de la campagne précédente, et des programmes de santé publique. Depuis la dernière crise acridienne, l'USAID est activement engagée dans la sensibilisation sur les questions environnementales dans le cadre de son appui aux gouvernements des pays hôtes de la ligne de front, dans leurs efforts de prévention et de lutte d'urgence contre les attaques transfrontalières, notamment de criquets, sauteriaux et chenilles. L'USAID a aussi été parmi les premiers donateurs à aider à l'élaboration des programmes EMPRES (prévention d'urgence des attaques transfrontalières de ravageurs et maladies des plantes et animaux) de la FAO destinés à coordonner et renforcer la capacité des pays hôtes en opérations de lutte contre le criquet pèlerin. A ce jour, l'Agence continue toujours de fournir un appui aux programmes EMPRES des régions occidentale et centrale.



M. Yen Belayneh.



P : Quel rôle a joué l'USAID dans le développement d'alternatives de lutte non toxique aux pesticides traditionnels ?

YB : L'USAID fait partie des premiers donateurs internationaux à avoir promu, soutenu et financé la recherche de pesticides biologiques, y compris les produits microbiologiques et botaniques. L'Agence a soutenu ces efforts à travers les travaux de recherche de l'Université d'Etat du Montana (MOS) et de l'Université d'Etat de Virginie (VPI), ainsi que ceux de LUBILOSA, un consortium international. Nos efforts ont porté des fruits et un produit nommé Green Muscle a été développé par LUBILOSA. Aussi bien MOS que VPI ont aussi apporté de grandes contributions à la lutte biologique contre les acridiens. Grâce à nos efforts, un centre unique d'excellence de recherche en plasmogéneratif a été créé au Centre International de Physiologie et d'Ecologie des Insectes (ICIPE) de Nairobi au Kenya, où un grand nombre de chercheurs et de scientifiques d'Afrique orientale, centrale, méridionale et du centre-sud ont reçu une formation de qualité en lutte biologique anti-acridienne. Grâce à nos efforts de recherche biologique, un nombre considérable d'agents pathogènes indigènes de criquets ont été isolés, caractérisés et testés et certains sont en train d'être produits à petite échelle pour des essais en laboratoire et de terrain. Nous avons aussi créé au niveau de la DPV du Sénégal une unité modèle de production de prototype de biopesticide dont l'extension est prévue à travers un apport de capital-risque.

P : Y a-t-il quelque chose de vraiment singulier dans l'infestation acridienne de cette année comparée à ce que vous avez pu observer durant les autres années ?

YB : L'infestation de cette année est plutôt singulière en ce sens qu'elle n'est pas partie de la zone d'explosion de la région centrale (souvent appelée l'épicentre d'explosion du criquet pèlerin) c'est-à-dire la région de la mer rouge au Soudan, en Eritrée, en Ethiopie ou en Arabie Saoudite, pour migrer vers le Sahel occidental, mais elle est née dans le Sahel occidental même et a migré vers le nord-ouest et le nord à l'intérieur du Maghreb et de l'Afrique du nord à la fin de l'année dernière, et a envahi de nouveau le Sahel au début du mois de juin. L'absence d'entité bien coordonnée avec un mandat régional et une capacité opérationnelle (du type de l'ancienne OCLALAV) a été certainement un handicap qui a contribué à aggraver l'invasion acridienne au Sahel et constituera l'une des leçons principales à tirer de la présente campagne de lutte.

P : Que peut faire la communauté internationale pour éviter de telles crises à l'avenir ?

YB : Le renforcement des capacités nationales et régionales est indispensable pour résoudre un tel problème. Les pays de la ligne de front doivent être capables de mener des actions de lutte préventive afin d'éviter les attaques à grande échelle. Les efforts de coordination doivent aussi être renforcés au niveau régional ; de même, des dispositifs de surveillance et de lutte transfrontalières doivent être mis en place. Les pays de la ligne de front doivent cartographier les principaux sites de reproduction et d'explosion et assurer un suivi régulier de ces sites pour éviter toute concentration de populations susceptibles d'entraîner des invasions à grande échelle. Les donateurs et la communauté internationale, notamment les organisations internationales publiques telles que la FAO, doivent encourager, promouvoir et soutenir une approche préventive et proactive en renforçant les capacités d'intervention aux niveaux régional et national. Des réponses précoces et non tardives doivent être adoptées par toutes les parties prenantes et les partenaires pour minimiser les dégâts causés sur les cultures et pâturages et aussi éviter des confusions inutiles.

P : Que doivent faire les communautés paysannes africaines pour mieux faire face aux infestations dès les premiers stades ? A qui doivent-elles s'adresser pour demander de l'aide et quand ?

YB : Les gouvernements des pays hôtes et les donateurs doivent soutenir et renforcer les capacités des communautés paysannes et pastorales en détection précoce, rapportage et interventions possibles, par la création de brigades de lutte, par des formations pratiques et la fourniture d'outils de base nécessaires pour mener de telles activités. Les paysans doivent pouvoir accéder facilement aux conseillers et agents techniques des services de protection des végétaux de leurs localités pour recueillir les dernières informations, lancer des alertes précoces et effectuer des interventions conjointes de surveillance et de lutte. Des moyens plus efficaces et plus sûrs de prévention et de lutte contre les criquets, sauteriaux et autres ennemis des plantes et animaux, tels que les connaissances traditionnelles avérées et les alternatives de lutte biologique, doivent être mis à la disposition des paysans formés.

10.500 tonnes de riz américain en faveur des populations de Podor au Sénégal

Lancement de la campagne du président Bush pour l'élection présidentielle de novembre

Une cargaison de 10.500 tonnes de riz entier américain vient d'être débarquée au port de Dakar dans le cadre du programme de monétisation de l'ONG américaine Counterpart International. Les recettes tirées de la vente de cette denrée serviront à financer des activités agricoles et de micro-crédit dans le département de Podor dans le nord du Sénégal.

L'ONG américaine Counterpart International, qui intervient au Sénégal depuis 2001, a été agréée par le Département d'Etat américain de l'Agriculture (USDA) au mois de Mai 2004 pour réaliser un projet d'environ 3,6 millions de dollars sur 3 ans. Les programmes de Counterpart International sont financés grâce à la monétisation (vente) de denrées alimentaires importées des Etats-Unis.

Ce projet devrait permettre :

- d'améliorer la productivité de 3.500 agriculteurs, dans les 10 communautés rurales du département de Podor,

grâce à la formation, l'encadrement technique, la diversification des cultures, l'utilisation d'intrants de qualité et la réduction des pertes post-récoltes,

- d'augmenter l'accès au micro-crédit pour les agriculteurs en octroyant 1900 micro-crédits sur une période de 3 ans,
- de créer 50 banques de semences et coopératives d'outils agricoles.

L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) a aussi agréé Counterpart International pour un projet de 5 ans dont les activités vont graviter autour de la santé de la mère et de l'enfant, du VIH/SIDA et des cantines scolaires. Ce projet dont le démarrage est imminent, sera également financé par la monétisation.



Compte du millénaire : Washington va aider des pays africains à remplir les conditions nécessaires

Propos du président-directeur général de la Société du millénaire, M. John Applegarth

L'organisme chargé de l'administration du Compte du millénaire, la Société du millénaire (MCC), a sélectionné 7 pays pour leur accorder en 2004 une aide en vue de leur permettre d'améliorer leur politique et d'être mieux qualifiés pour prétendre à une aide pluriannuelle du Compte du millénaire, a déclaré le président-directeur général de la MCC, M. Paul Applegarth, le 5 octobre devant la commission sénatoriale des affaires étrangères.

L'Albanie, le Timor oriental, le Kenya, l'Ouganda, Sao-Tomé-et-Principe, la Tanzanie et le Yémen, a-t-il dit, ont montré leur volonté d'entreprendre les réformes nécessaires à l'amélioration des conditions susceptibles de favoriser la croissance économique, mais ils ne peuvent pas encore prétendre à une aide du Compte du millénaire.

La MCC devrait sélectionner dès novembre les pays destinés à recevoir son aide au début de 2005. Ces pays feront partie d'un groupe de 71 pays candidats qui seront classés en fonction de leurs résultats économiques. A cet effet, la MCC utilisera les 16 indicateurs créés et suivis par l'Institut de la Banque mondiale, par l'association "Freedom House" et par d'autres organismes indépendants de l'Etat fédéral, a indiqué M. Applegarth.

Créé par le président Bush, le Compte du millénaire est un programme d'aide à l'étranger destiné à encourager les pays en développement à gouverner avec justice, à investir dans le domaine social et à promouvoir la liberté dans le domaine économique. Sa dotation de 5 milliards de dollars viendra s'ajouter au budget actuel de l'aide à l'étranger des Etats-Unis.

Il est essentiel, a dit M. Applegarth, que le Congrès vote les crédits nécessaires pour le Compte du millénaire qui figurent dans le projet de budget de l'aide à l'étranger pour l'année budgétaire 2005 qui a commencé le 1er octobre.

Treize des 16 pays qui doivent recevoir une aide du Compte



M. Paul Applegarth, Président Directeur Général du MCC, en compagnie de M. Macky Sall, Premier Ministre du Sénégal.

du millénaire pour l'année 2004 ont déjà soumis des propositions ou des projets de proposition. Ces documents portent sur toute une variété de domaines liés à la croissance économique, notamment l'enseignement, l'alimentation en eau, le micro-crédit, l'aménagement des zones rurales, l'infrastructure et le secteur financier. Les projets décrits dans ces documents sont évalués en fonction de leurs effets éventuels en matière de réduction de la pauvreté et d'encouragement de la croissance économique, ainsi qu'en fonction des consultations prévues de la population et de l'engagement des pouvoirs publics à améliorer leur politique.

M. Applegarth a indiqué que les pays déjà sélectionnés pour recevoir une aide du Compte du millénaire avaient établi des mécanismes de consultation de la société civile et des entreprises du secteur privé. Il a également exprimé l'espoir que son organisme pourrait signer son premier contrat officiel, voire plusieurs, avec un ou plusieurs pays avant la fin de 2004.

Coopération militaire entre les Etats-Unis et le Sénégal

Des experts de la Marine américaine dispensent à leurs collègues sénégalais une formation sur la maintenance des embarcations légères

La coopération étroite entre militaires américains et sénégalais a une fois de plus été magnifiée au cours d'un récent stage de formation sur la maintenance des embarcations légères. Ce stage, organisé pour 20 membres de la Marine sénégalaise et des Marines, s'est déroulé du 1er au 21 septembre 2004 à Dakar, avec le concours du personnel de la Marine des Etats-Unis. Il était axé sur la maintenance des moteurs intérieurs et extérieurs des navires de patrouille sénégalais.

Le Sous-officiers Roy Barrera et Henry Metral de l'Ecole d'instruction et de formation en embarcations légères de la Marine des Etats-Unis, basée à Stennis Space Center, dans le Mississippi, ont dispensé un stage de formation de trois semaines à la Base navale de Dakar.

Le stage s'est achevé le 21 septembre, sanctionné par une cérémonie de remise de diplômes réunissant les participants sénégalais et leurs instructeurs américains. Le Capitaine de frégate Khalifa Ndione, de la Marine sénégalaise, s'adressant aux étudiants a soutenu que « ce stage a été bénéfique non seulement en raison des connaissances techniques acquises, mais également parce qu'il a renforcé la compréhension culturelle entre les deux pays. »

Le Commandant de l'Armée de terre des Etats-Unis Gregory Joachim, du Bureau de la coopération militaire de l'ambassade des Etats-Unis, a fait écho à ces commentaires en disant aux diplômés que les Etats-Unis « étaient déterminés à accroître les capacités des militaires sénégalais par le biais de programmes de ce type. »



Les militaires sénégalais et américains à l'œuvre.

Le festival des Amérindiens

La danse, la musique et les contes sont le véhicule des cultures de ces peuples

La musique, la danse et les contes ont aidé des dizaines de milliers de visiteurs du festival amérindien, organisé à Washington du 21 au 26 septembre, à se familiariser avec les traditions et les cultures des premiers peuples des Amériques.

Ce festival coïncidait avec l'inauguration (le 21 septembre) du Musée national des Indiens d'Amérique (MNIA), le dernier-né de la Smithsonian Institution.

Les festivités ont commencé par un défilé haut en couleurs de quelque 17.000 Amérindiens représentant près de 500 tribus et nations, la plupart vêtus de costumes traditionnels.

Le festival a attiré certains des artistes les plus talentueux des diverses communautés indigènes du continent américain. Certains des musiciens, par exemple, ont reçu le prix Grammy que décerne l'industrie de la musique des Etats-Unis aux artistes les plus méritants.

La musique joue un rôle important dans les cultures amérindiennes. Les chants que l'on a pu entendre durant le festival racontaient des histoires; nombre d'entre eux incorporent d'anciennes croyances telles que le lien intime entre la nature et l'homme et le concept de la vie éternelle.

Les spectacles musicaux avaient lieu sur trois scènes et mettaient en valeur les sons traditionnels interprétés selon divers styles musicaux allant du chant aux hymnes, en passant par le pop et ce qu'un musicien a qualifié de "alter-Natif", à savoir un mélange de blues, de folk, de country, de rock, de reggae, et de percussions du monde entier.

D'après les membres d'un groupe de la tribu Oneida du Wisconsin, le chant est un moyen de préserver leur langue. Des indigènes du Brésil ont affirmé que les chants avaient un pouvoir de guérison.

Au sujet de l'importance du chant et de la danse dans les cultures amérindiennes, le directeur du MNIA, M. Richard West, a déclaré : "Le roulement des tambours et les chants, la vue de peuples dansant dans les douces herbes automnales, la joie et les rires proclament clairement que nous perdurons et prospérons, et que les lendemains sont radieux et riches de nouvelles promesses."

M. West fait partie des tribus Cheyenne et Arapahoe. Il



faisait allusion aux injustices que les peuples indigènes ont subies au cours des siècles aux mains de certains nouveaux venus sur le continent.

Les récits et les chants servent également à proclamer les valeurs familiales tribales, ont affirmé les conteurs Donna Couteau Cross et Joe Cross des tribus Caddo et Potawatomi.

En ce qui concerne la danse, on a pu admirer au festival une cérémonie traditionnelle dite de la conque, exécutée par des Hawaïens autochtones, durant laquelle on invoque la puissance des quatre points cardinaux.

Une troupe de danse du Manitoba a présenté un quadrille, une danse influencée par la "step dance" irlandaise et écossaise.

Au sujet de la date de l'inauguration du musée et des festivités, M. West a expliqué qu'elle avait été bien choisie, puisque le 21 septembre marquait le début de l'automne, moment idéal pour rendre hommage à la Terre et à sa générosité.

La biotechnologie au secours de la lutte contre les maladies

Des insectes génétiquement modifiés pourraient stopper la propagation de certaines affections

Des scientifiques sont en train de rechercher comment des insectes génétiquement modifiés pourraient stopper la propagation de maladies qui affectent le bétail et les cultures, réduire l'utilisation d'insecticides et produire des protéines pharmaceutiques, ont déclaré les participants à une conférence sur les insectes transgéniques qui s'est tenue à Washington les 20 et 21 septembre.

Ils ont toutefois insisté sur l'importance du développement parallèle de la réglementation de ce domaine. Cette réglementation doit en outre être claire et coordonnée entre les diverses agences gouvernementales concernées afin de s'assurer que la mise au point d'insectes transgéniques est accompagnée d'évaluations adéquates des risques.

"La réglementation américaine sera une importante composante du développement de principes internationaux relatifs aux insectes génétiquement modifiés", affirment les auteurs d'un rapport intitulé "Bugs in the System ?" qu'a publié l'Initiative sur les aliments et la biotechnologie de la fondation Pew, qui parrainait cette conférence.

A l'heure actuelle, il n'existe aux Etats-Unis aucune loi fédérale réglementant la biotechnologie. Cette industrie est réglementée par diverses lois et plusieurs organes du gouvernement fédéral, notamment l'Agence de protection de l'environnement, l'Administration de la sécurité alimentaire et pharmaceutique, le ministère de l'agriculture et l'Institut national de la santé.

Cette conférence a rassemblé des scientifiques et des spécialistes de la réglementation afin d'échanger des informations sur ce nouveau domaine de recherche qui consiste à utiliser des techniques de manipulation génétique pour modifier des insectes de façon à réduire, voire éliminer, certaines maladies qui affectent le secteur agricole. Un participant à la conférence a cependant souligné qu'il fallait absolument s'attacher à évaluer les effets potentiellement négatifs de ces modifications génétiques.

Les chercheurs s'intéressent notamment à la possibilité d'utiliser des insectes génétiquement modifiés pour réduire la prolifération d'organismes nuisibles, ce qui permettrait d'économiser des millions de dollars de

pesticides et de récoltes perdues et de réduire considérablement les quantités de pesticides répandues dans les champs. Les scientifiques espèrent arriver à améliorer les insectes en augmentant leur capacité de se nourrir de mauvaises herbes et d'insectes nuisibles, notamment en prolongeant leur durée de vie et en renforçant leur tolérance aux écarts de température et leur résistance aux maladies et aux pesticides, expliquent les auteurs du rapport.

Ils résumant ensuite diverses tentatives de modifications d'insectes. Par exemple, les scientifiques veulent améliorer un programme génétique actuellement utilisé en Californie pour lutter contre le ver rose du cotonnier. Ils souhaitent mettre au point un ver porteur d'un gène qui empêcherait sa progéniture de se reproduire.

Les abeilles sont également un insecte qui intéresse beaucoup les chercheurs. Les abeilles, qui ne se contentent pas de produire du miel, mais assurent aussi la pollinisation de nombreuses plantes, souffrent de plusieurs maladies et parasites. Les scientifiques cherchent à les rendre résistantes à ces menaces et à certains insecticides auxquels elles se trouvent exposées lorsqu'elles butinent dans les champs.

Ils recherchent également des moyens de modifier le ver à soie de façon à lui faire produire une fibre connue sous le nom de soie d'araignée qui, du fait de sa résistance, pourrait servir à améliorer les gilets pare-balles, les parachutes et les ligaments artificiels. Les scientifiques cherchent par ailleurs à mettre au point des vers à soie capables de produire plus de protéines pharmaceutiques, qui sont utilisées de plus en plus fréquemment dans la fabrication de médicaments.

Dans le cadre de ces recherches, on tente également de modifier les moustiques afin de les empêcher de transmettre le paludisme, maladie qui fait de 1 à 3 millions de victimes chaque année. Les réduves, qui propagent la maladie de Chagas, une affection parasitaire endémique en Amérique centrale et du Sud, et la mouche tsé-tsé, qui est responsable de la trypanosomiase africaine (maladie du sommeil) chez l'homme et d'une affection similaire dans le bétail, font également l'objet de recherches.

La mondialisation et le développement durable

Alan Larson, Sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, commerciales et agricoles

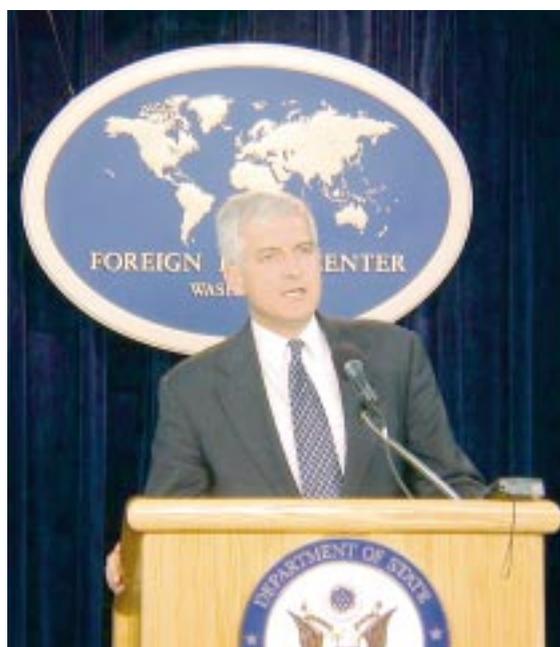
Les 2 et 3 octobre, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international tiendront leur Assemblée annuelle, qui abordera le double thème de la mondialisation et du développement. J'espère qu'elle fournira l'occasion d'affirmer clairement que le moteur fondamental de l'une et de l'autre, c'est l'entreprise privée.

La politique des Etats-Unis à l'égard du développement reflète les valeurs essentielles de ce pays, c'est-à-dire un cœur généreux combiné à une ferme exigence de résultats. Nous concevons l'initiative privée des entreprises et des ménages comme la force première du progrès de toute nation et nous nous félicitons de ce que l'esprit d'entreprise, la responsabilité personnelle et les droits de propriété acquièrent une place bien méritée sur la vénérable liste des idéaux du développement. Ainsi que le démontre un récent rapport des Nations unies sur la promotion de l'entreprise, les ressources du secteur privé peuvent puissamment contribuer au développement.

Prenons, par exemple, les envois d'argent que font les travailleurs expatriés à leurs familles du tiers monde. Ils totalisent quelque 90 milliards de dollars par an. Outre le fait qu'ils aident ces familles à se nourrir, ces envois font beaucoup pour aider des personnes ordinaires à se construire un logement, à fonder un commerce et même à embaucher des travailleurs.

Autre exemple, les investissements directs étrangers, que l'Institut en matière de finance internationale chiffre à 225 milliards de dollars cette année. Ils constituent un outil particulièrement performant au service du développement parce qu'ils stimulent la croissance et le développement économiques en transférant des connaissances et des techniques, en créant des emplois, en améliorant la productivité et la compétitivité et en favorisant l'esprit d'entreprise.

L'épargne intérieure au sein du tiers monde est une source encore bien plus considérable de financement du développement, estimée à plus de 2 mille milliards de



dollars. A mesure que les pays mettront en place une politique et des institutions qui encourageront l'investissement local, cette épargne pourra appuyer l'amélioration des revenus, de la productivité et de l'emploi.

Il y a aussi le commerce, qui s'est révélé si souvent un moteur puissant de progrès dans les économies naissantes. En maintes occasions, on constate que les pays qui ont privilégié le commerce se sont engagés sur une voie plus rapide de croissance et de convergence avec le monde développé. Très souvent également, les Etats-Unis se sont situés au centre de l'effort visant à promouvoir des échanges libres et sans contraintes. Ils sont le premier importateur mondial de marchandises en provenance du tiers monde : leurs 680 milliards de dollars d'importations l'an dernier représentent un chiffre plus de dix fois supérieur au total de l'aide publique au développement versée par l'ensemble des pays donateurs du monde.

Mais il reste encore beaucoup à faire. Selon une étude de la Banque mondiale, l'aboutissement heureux des négociations de Doha pourrait sortir plus de 140 millions de personnes de la pauvreté et ajouterait 350 milliards de dollars par an aux revenus du tiers monde. Le programme de Doha, présenté à Genève en juillet dans le cadre de l'OMC, représente une occasion insigne de parachever un accord qui ouvrira des marchés commerciaux - et en particulier agricoles - dans le monde entier. C'est pour cette raison que toutes les institutions et tous les Etats doivent oeuvrer diligemment en faveur d'une issue favorable du cycle de Doha.

A la Conférence des Nations unies sur le financement du développement, tenue en mars 2002 à Monterrey (Mexique), les dirigeants présents ont reconnu que le meilleur espoir de réalisation des potentialités du monde en développement résidait dans la prise en charge par chaque pays de son oeuvre de développement. Le Compte du millénaire (MCA) constitue l'apport des Etats-Unis à ce défi. Le Compte du millénaire verse des dons aux Etats qui gouvernent avec justice, investissent dans leur société et favorisent la liberté économique ; son objectif est d'encourager tous les pays en développement à adopter une bonne politique sociale et économique.

Le MCA est une idée de bon sens qui s'inspire des leçons qu'on a apprises sur le développement au cours des 50 dernières années. Au cours de ses cinq mois de fonctionnement le MCA a choisi 16 pays partenaires qui privilégient le bien-être social et qui avancent des idées novatrices pour la solution de leurs problèmes les plus ardues en matière de croissance et de développement.

Avec l'appui solide des membres des deux partis politiques, le Congrès a autorisé la Société du Compte du millénaire (MCC) à administrer le MCA et lui a fourni 1 milliard de dollars en fonds initiaux pour l'année budgétaire 2004. Le président a sollicité 2,5 milliards de dollars au titre du financement du MCA pour l'année prochaine. A partir de 2006, le président a l'intention de proposer un budget

annuel de 5 milliards de dollars, montant qui s'ajoute à un budget d'aide extérieure déjà supérieur de 50 % en 2003 à son niveau de 2001. Combiné à l'initiative du président sur le VIH/sida - dont les engagements se montent à 15 milliards de dollars en 5 ans - et à l'augmentation de notre budget d'aide classique au développement, le MCA nous place sur la voie d'une augmentation de 75 % de notre niveau global d'aide à l'étranger en 2006.

La réduction de la dette des pays les plus pauvres s'inscrit prioritairement dans notre stratégie de développement. En vertu de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), 27 pays ont obtenu une réduction des deux tiers du fardeau de leur dette - soit de quelque 32 milliards de dollars en valeur actuelle, ce qui leur permet d'augmenter leurs dépenses consacrées à la lutte contre la pauvreté. De plus, les Etats-Unis vont au-delà des paramètres généreux de ce programme multilatéral pour accorder une remise de 100 % de la dette que leur doivent ces pays.

Malgré tous ces progrès, nous reconnaissons que certains pays ploient encore sous le fardeau insoutenable de la dette. C'est pourquoi les dirigeants du G8 réunis à Sea Island cet été ont décidé de chercher à rallonger de deux ans l'initiative PPTE et d'envisager d'autres mesures susceptibles d'aider les pays les plus pauvres à faire face au service de leur dette.

L'éradication de la pauvreté est un objectif qui traduit l'attitude profondément humanitaire de notre pays, qui reflète la prise de conscience du fait que notre bien-être dépend de celui d'autres êtres humains. L'élargissement des possibilités de progrès à tous les pauvres du monde est vital si l'on veut leur apporter de l'espoir, améliorer leur vie et créer un monde plus sûr, plus démocratique et plus prospère. Si nous réussissons à cette tâche, nous aurons réalisé une étape durable dans notre lutte contre la pauvreté.

Visitez le site de l'ambassade
<http://usembassy.state.gov/dakar>



**NOUVEAU
ON LINE**

Panorama

Directeur de la publication : Robert MOONEY

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angelita MENDY

Conception - Réalisation :  POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45

<http://usembassy.state.gov/dakar>

